

NOTICE TECHNIQUE

Le rejet des eaux domestiques en milieu naturel ne peut être réalisé qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire la réglementation en vigueur mais aussi :

- assurer la permanence de l'infiltration des effluents par des dispositifs d'épuration et d'évacuation par le sol,
- assurer la protection des nappes d'eaux souterraines.

Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel.

Sont interdits les rejets d'effluents même traités, dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle.

L'infiltration d'eaux traitées dans le sous-sol par des puits filtrants est subordonnée à une dérogation du préfet.

3.4 BILAN DE L'ACTIVITE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le zonage d'assainissement non collectif a été approuvé le 24 novembre 2010.

Le règlement de ce service a été approuvé le 4 avril 2013.

Le service est exploité en régie avec prestataire de service : SUEZ.

Le service public d'assainissement non collectif dessert 703 habitants

Le taux de couverture de l'assainissement non collectif (population desservie rapporté à la population totale du territoire couvert par le service) est de 15 %.

Le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif est décrit dans le tableau ci-dessous :

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité	115	137	37	58	43	133	128	126
Nombre d'installations contrôlées depuis la création du service	319	344	300	304	305	266*	282	273
Taux de conformité en %	36,10%	39,80%	12,30%	19,10%	14,10%	86,80%	83%	85%

Tableau issu des données du SPANC – SUEZ

*(secteurs devenus collectifs déduits)

Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre d'une part le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service depuis la création du service jusqu'au 31/12/N, et d'autre part le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service jusqu'au 31/12/N.